

LE CONGRÈS DU P.S. A BOURG-EN-BRESSE

Le parti, unanime, apporte son soutien « résolu » à la politique du gouvernement

Recours solitaire

Le Debré de la gauche. Le représentant d'une espèce en voie de disparition, à savoir le social-gaullisme. Ou, plus simplement, le gaullisme de gauche.

Respect pour l'un des artisans les plus tenaces de l'union de la gauche et de tout ce qui permit la victoire de 1981. Respect pour l'un des plus fidèles défenseurs d'idées dont il admet pourtant qu'elles étaient à bout de souffle lorsque la gauche est enfin arrivée au pouvoir.

Sourire parce que, lorsqu'il parle, M. Chevènement dialogue au-delà du parti, ni plus ni moins, avec la nation, sûr de détenir la vérité - « en vérité, je vous le dis » - concédant à se répéter pour mieux expliquer à ceux qui ne comprennent pas (ils étaient nombreux dans la salle du congrès), et, pour finir, laissant entendre que le jour venu, c'est-à-dire le jour où le « salut public » commandera, le chef de l'Etat fera appel à lui.

Mais, au fond, qu'apporte-t-il ?

Une réflexion neuve sur une question qui n'est pas : celle des relations entre parti gouvernemental et pouvoir. Sur ce point, M. Chevènement, qui est l'un des rares socialistes à avoir approuvé dès leur naissance les institutions de la V^e République, s'inscrit en faux contre la glaciation qu'implique le respect d'une pratique de ces institutions « héritée de la droite », qui fige le parti et les « acteurs du changement » dans un rôle de propagandistes.

Le chef de file du CERES est en revanche plus classique lorsqu'il critique, sans aucune ambiguïté, la politique gouvernementale. On est là en présence d'un schéma traditionnel à gauche selon lequel les contraintes externes (l'hégémonie américaine) et internes (les idées économiques libérales) effacent le projet socialiste. Cette attitude évoque irrésistiblement celle de la gauche travailliste face au gouvernement de M. Callaghan, qui a conduit au résultat que l'on sait.

Enfin, M. Chevènement nous offre, sur le chapitre de l'indépendance et de l'avenir de l'Europe, une perspective à long terme originale et, à certains égards, dangereuse. Au cœur de cette démarche, un nationalisme vigilant qui entend rendre aux habitants de ce pays « la fierté d'être Français ». « Il ne faut pas tenter de substituer à l'hégémonie des idées libérales celle des idées socialistes. Il faut leur substituer l'hégémonie des idées nationales », a-t-il dit.

On peut contester l'idée qu'il soit nécessaire de substituer une hégémonie à une autre. On peut aussi tenter de restituer à la pensée de M. Chevènement, à travers ce qu'il dit et ce qu'il ne dit pas, sa cohérence.

Au point de départ se trouve toujours une analyse géopolitique. Celle-ci ne situe pas le danger principal, pour la France, en U.R.S.S. mais, sur le plan culturel et économique, aux Etats-Unis et, à plus long terme, dans une Allemagne réunifiée. Si, comme le croit M. Chevènement, la perspective à laquelle il faut s'adapter est bien celle d'un rapprochement des deux Allemagnes, alors se justifie une entente entre Paris et Moscou.

Si l'on s'entend avec Moscou, cela signifie que l'Europe occidentale telle qu'elle est ne peut subsister. Non que l'Europe doive disparaître, mais elle doit s'affirmer autrement, à la façon de l'Italie du dix-neuvième siècle. Si la Communauté telle qu'elle est ne peut se perpétuer, il faut une politique économique retranchée derrière nos frontières qui permette un développement à l'abri des contraintes. Si l'on fait une telle politique économique, il faut un Etat fort. C.Q.F.D.

Dans un tel schéma, il n'est pas difficile de mesurer à quel point aujourd'hui, même au sein du P.S., M. Chevènement est un homme seul.

JEAN-MARIE COLOMBANI

Bourg-en-Bresse devait être le congrès de la reconquête de l'opinion. Les socialistes atteindront-ils leur objectif ? Pour la plupart des dirigeants socialistes, la condition préalable à cette reconquête est remplie. L'unité a prévalu et avec elle l'image d'un parti rassemblé autour du gouvernement et du président de la République : « Soutien résolu à l'action courageuse du gouvernement dans le cadre des orientations fixées par le président de la République », s'est félicité M. Lionel Jospin en clôturant dimanche 30 octobre les travaux du congrès. Il va de soi que, aux yeux du premier secrétaire du P.S., la signature apposée au bas d'un texte qui réaffirme sa solidarité à l'action gouvernementale a valeur d'engagement pour les deux ans qui viennent. Autant dire que le système est censé être verrouillé. Mais l'est-il vraiment ?

L'opinion prendra-t-elle pour argent comptant l'unité qui s'est manifestée à la fin du congrès ? Oui, si elle oublie certains propos tenus au début du congrès. Oui, si elle ignore les conditions dans lesquelles la synthèse a été réalisée.

L'accord conclu dans la nuit de samedi à dimanche au terme d'une réunion de la commission des résolutions qui a duré onze heures - un record - s'est effectué sur la base du texte de M. Jospin, c'est-à-dire sur le soutien à la politique du gouvernement. Ce contrat, dans l'esprit du premier secrétaire, lie le CERES de M. Chevènement à des thèmes qui ne sont pas les siennes. Au cours du congrès, les membres du CERES avaient pourtant rappelé qu'ils défendent

une autre politique, en contradiction avec celle de M. Mauroy. Sur le papier l'ambiguïté est levée. C'était l'une des conditions posées par M. Jospin.

L'autre condition s'exprimait en termes de pouvoir interne au P.S. Le premier secrétaire avait affirmé que le CERES ne contrôlerait plus, qu'il y ait ou non synthèse, que les quatre fédérations (Haut-Rhin, Haute-Marne, Haute-Saône et Territoire de Belfort) dans lesquelles il détiendrait la majorité absolue des mandats. Il en sera ainsi. Le CERES perd le contrôle de la fédération de Paris. Il n'obtient qu'une maigre compensation : M. Georges Sarre conservera la présidence du groupe socialiste du Conseil de Paris. Maigre compensation aussi : les fédérations de la Savoie et de la Mayenne, que le CERES dirigeait jusqu'à présent, ne sont pas complètement perdues pour lui. Elles seront désormais dirigées de manière collégiale.

L'incertitude sur l'accord a duré toute la nuit, jusqu'au dimanche à 9 h 30, lorsque M. Jospin, en colère, a violemment tapé du poing sur la table, au sens propre du terme. Il fallait, synthèse ou désaccord, rendre compte à 10 heures d'un résultat devant les militants. Ce fut fait, et ce fut dans le sens de l'accord.

Auparavant, pendant les réunions des courants, seul M. Poperen s'était montré peu favorable à la synthèse ; le numéro deux du P.S. avait été contredit notamment par MM. Fabius et Mermaz et par M. Defferre, qui était même prêt à céder au CERES la fédération de la capitale, disant : « Paris vaut bien une messe. »

M. JOSPIN : l'union est un facteur de stabilité dans la vie politique

Les débats, samedi après-midi 29 octobre, sont essentiellement dominés par l'intervention de M. Chevènement, lequel affirme que, « naturellement », lui-même et ses amis sont « solidaires du gouvernement » car, dit-il, « nous ne réussons pas à séparer ». L'ancien ministre de l'industrie évoque les trois conditions de la réussite, à savoir la démocratie, la croissance et l'indépendance. Au chapitre de la démocratie, il s'inquiète d'une possible réduction du parti à un rôle d'« ordre portée » du gouvernement. « Les gouvernements passent, le parti reste », dit-il avant de critiquer un fonctionnement des institutions « hérité de la droite », qui risque de « désresponsabiliser le parti et plus généralement tous les acteurs du changement ».

Après avoir rappelé qu'il a toujours été partisan des institutions de la V^e République, il affirme que la gauche ne peut toutefois en avoir « la même interprétation ni la même pratique que la droite ». Il n'est pas souhaitable que, par une délégation à demi consciente des responsabilités, la vie politique se trouve en quelque sorte aspirée vers un centre que unique du pouvoir », précise-t-il. Il plaide pour un débat à l'intérieur du parti : « A gauche, pas de débat, donc pas d'expression et pas de mobilisation. Les choses étant ce qu'elles sont dans ce gouvernement d'union, fut-il de gauche, c'est la droite qui s'exprime plus souvent qu'à son tour ; non seulement le parti en s'exprimant ne gênera pas le gouvernement, au contraire il l'aidera. »

M. Chevènement indique que, pour ranimer la vie politique il faut, simultanément, « restaurer l'Etat républicain ». Il dénonce « ce monument rétro de l'interventionnisme libéral » qu'est, selon lui, l'actuel ministère de l'économie et des finances. Il souhaite que, si les socialistes ne sont pas d'accord entre eux, ils le disent : « L'unité du parti ne serait pas en cause pour autant. Aussi bien la Constitution reconnaît assez de pouvoirs au président de la République pour qu'à partir de nos propositions il effectue, quand le moment lui paraîtra venu, les choix du salut public. »

En ce qui concerne la croissance, le chef de file du CERES estime que « la plus grande paresse d'esprit est de se résigner à la croissance zéro, comme s'il s'agissait d'une fatalité de l'histoire ». Il pense que, à travers ce qu'on appelle la crise, les Etats-Unis « s'efforcent de réorganiser le monde autour de leur hégémonie ». Il critique les contraintes du S.M.E. parce que, dit-il, celles-ci contrarient notre autonomie de décision. « Le S.M.E. », demande-t-il, « ne vise-t-il pas, figure moderne du mur d'argent, à contrarier toute politique économique et financière réellement novatrice ? » « Pour gagner la guerre économique, indique-t-il, il ne faut pas travailler moins, il faut restaurer la valeur du travail. » Il affirme que la France peut « produire plus et mieux ». « Accepter 2 800 000 chômeurs en 1986, c'est accepter l'avance la défaite », affirme-t-il. « Il est vain d'imaginer le changement sans une croissance minimale. »

M. Chevènement conclut en incitant le congrès à se poser plusieurs questions à propos de la sécurité en Europe : « S'il est vrai que le découplage est une réalité, croyez-vous que l'Europe pourra s'en remettre éternellement à l'Amérique du soin de sa défense ? (...) Mais si vous convenez que c'est là une situation précaire et à tous égards fâcheuse pour l'indépendance et la sécurité de l'Europe, croyez-vous que l'Allemagne puisse à nouveau avoir accès à l'arme nucléaire ? »

« Si vous pensez comme moi que les traités, l'histoire et l'intérêt des peuples d'Europe, y compris le peuple allemand, doivent conduire à re-

tenir cette perspective, croyez-vous cependant que l'Allemagne restera perpétuellement divisée en deux parties dressées l'une contre l'autre ? Et si vous ne le pensez pas, croyez-vous qu'il soit dans la possibilité et même dans l'intérêt de la France de s'opposer au processus - je ne dis pas de réunification - mais de rapprochement entre les deux Allemagnes ? Non, ce n'est ni dans l'intérêt de la France ni dans l'intérêt de l'Europe. »

« Mais alors sommes-nous capables de relever le défi : bâtir une dissuasion authentiquement européenne ? Et si vous ne croyez pas qu'il soit possible, dans un délai prévisible, de confier à une autorité

L'abstentionniste

Soumise à l'approbation des délégués, la synthèse a été votée à l'unanimité... moins une abstention, celle d'un secrétaire de section rocardien qui tient à garder l'anonymat. Pour lui, le congrès de Bourg-en-Bresse n'aura pas été, selon le souhait exprimé par plusieurs orateurs, « le congrès de la vérité », « le congrès de la clarté ». Il estime que le débat engagé s'est « petit à petit obscurci », que la discussion est « non achevée » et que les modifications apportées au texte de la motion 1 « sont des passages sous la table ». Il le regrette, comme il le regrette que, « depuis 1981, on fasse trop fonctionner au P.S. la langue de bois ».

La leçon qu'il tire de ce congrès est que « le P.S. est unanime pour défendre deux politiques différentes ». Il s'étonne d'être le seul à aboutir à cette conclusion, il s'étonne aussi d'être le seul à l'avoir exprimée en s'abstenant.

N.A.

supranationale la disposition d'une force nucléaire européenne, alors il faut se demander si la France et la Grande-Bretagne, puissances membres du Conseil de sécurité, ont la capacité de mettre un tel service de sécurité au service de la sécurité européenne. Techniquement et financièrement, c'est possible. Et politiquement aussi (...)

Selon M. Chevènement, l'avenir de la sécurité en Europe pourrait « reposer de plus en plus (...) tout d'abord sur la création en Europe centrale d'une zone de basse pression nucléaire, et d'autre part sur la montée en puissance des forces de dissuasion britannique et française ».

« C'est là la seule réponse adéquate à la situation d'otage nucléaire dans laquelle l'Europe se trouve placée, dit-il. Encore faut-il que nous en ayons la volonté. Il serait quand même incroyable que le plus clair résultat de la négociation sur les euromissiles soit la mise en tutelle de notre force de dissuasion (...) Et c'est seulement si la France s'affirme indépendamment des blocs que la cohésion de la gauche pourra être préservée. Ne repétons pas 1947. Ne laissons pas une nouvelle guerre froide tracer à l'intérieur de la gauche une invisible ligne de démarcation entre ceux qui regardent vers Moscou et ceux qui regardent vers Washington. C'est vers Paris que nous devons regarder... »

« Une politique de compromis »

Au cours de cet après-midi, M. André Laignel évoque les rapports entre le parti et l'Etat : « Si les procédures de concertation ont été notablement améliorées, les résultats de la concertation n'ont pas

toujours été à la hauteur des espérances et la faute nous en incombe parfois. Proposer au gouvernement les solutions des socialistes est notre tâche première. L'erreur a parfois été de s'en dispenser... A trop s'en remettre à l'exécutif issu de ses rangs, le P.S. a parfois laissé le champ libre aux seuls groupes de pression adverses (...)

Pour M. Louis Mermaz, ce congrès « est l'occasion de faire le bilan ». « Nous avons commis une erreur, ce fut de renoncer trop vite à faire un état des lieux et à évoquer l'héritage (...). Si nous n'avons pas pu faire autant que nous aurions voulu pour les classes populaires, c'est à cause de la persistance et de l'aggravation de la crise (...). Nous commençons à obtenir des résultats avec la politique de redressement économique (...). Des problèmes subsistent. La gestion du chômage a été jusqu'alors en grande partie sociale. Elle doit devenir économique. »

M. MAUROY : la gauche doit demeurer unie

Mais, constate M. Mermaz, « quels que soient les résultats réels et objectifs obtenus, notre crédibilité est atteinte (...). Nous devons utiliser la durée que nous donnent les institutions pour transformer notre image ». Il ajoute : « Pour gagner la bataille de 1986 dans laquelle nous sommes d'ores et déjà engagés, il nous faut convaincre (...). Il n'y a pas d'alternative à la politique actuelle, sinon celle de la droite (...). Convenons que nous pratiquons une politique de compromis économique et social. Il ne peut pas en être autrement dans une démocratie évoluée où les réformes demandent une certaine maturation rendue possible par l'évolution du corps social. »

M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche, s'interroge : « Le socialisme est-il moderne ? (...) En quoi notre socialisme prépare-t-il aujourd'hui l'avenir ? » Il répond : « Nous avons fait un choix par la science et par l'industrie notamment : préparer systématiquement l'avenir. Non par souci du modernisme, mais parce que le retard industriel crée la dépendance économique et, à terme, la dépendance politique (...). L'avenir commande aussi une nouvelle conception de l'Etat. Avant nous, s'affrontaient deux approches. Ou bien « l'Etat partout », c'est-à-dire la bureaucratie tatillonne, la centralisation napoléonienne, la confusion entre nationalisation et étatisation. Ou bien les partisans d'une nouvelle mode, très ancienne en réalité, qui ne veulent de « l'Etat nulle part » (...). Nous avons essayé, nous, de retenir une démarche nouvelle et différente. Nous ne voulons pas d'un Etat omniprésent, qui serait par là même un Etat faible (...). C'est dans cette perspective nouvelle que s'inscrit cette grande tâche qu'est la décentralisation ». M. Fabius conclut : « Le socialisme avait la réputation de dater. Par un renversement de perspective, il est en train, au contraire, de façonner l'avenir. Ne laissons pas dire et croire que le socialisme relève du passé. Il est une approche permanente, et un outil pour notre temps. »

Auparavant, la séance du samedi matin avait été dominée par l'intervention de M. Pierre Mauroy. Le premier ministre avait notamment déclaré, à propos de la situation internationale : « C'est l'équilibre des forces qui, depuis quarante ans, a permis que le continent européen vive en paix. Voilà pourquoi nous sommes favorables au déploiement des missiles de l'OTAN. Il faut, en effet, rétablir l'équilibre que les Soviétiques ont rompu avec leur SS-20. »

« Mais l'équilibre des forces ne

suffit pas. Il est indispensable, dans le même temps, de faire disparaître - ou à tout le moins diminuer - les causes de tensions. (...) Interdire aux Polonais le droit à un syndicalisme libre ne contribue pas à diminuer les tensions. »

« Soutenir militairement les oligarchies familiales qui exploitent l'Amérique centrale ne contribue pas à diminuer les tensions. Loin de là ! (...) Lorsque j'entends, dans l'opposition, certains jouer les va-t-en-guerre, j'ai envie de demander : faut-il marcher sur Damas ? faut-il déclarer la guerre à la Libye ? faut-il rompre nos relations diplomatiques avec l'Union soviétique ? faut-il organiser le blocus des pays de l'Est ? Nous faisons œuvre de paix, donc de dialogue. Nous ne pren-

ons pas la responsabilité d'exacerber les passions. Mais que personne ne s'y trompe. La France saura exercer son droit de légitime défense. (...) A chaque fois que des initiatives soviétiques portent atteinte aux équilibres de la planète, la France dit non. Elle dit non pour l'Afghanistan. Elle dit non pour la Pologne. Elle dit non pour le boeing sud-coréen. »

« A chaque fois que des initiatives américaines menacent les équilibres du monde, la France dit non. Elle dit non pour le Chili. Elle dit non pour le Nicaragua. Elle dit non pour la Grenade. Telle est la logique profonde de notre démarche. »

(Lire la suite page 8.)

Les silencieux et les autres

Rocard ? Vous avez dit Rocard ? Ou est passé Rocard ? Il était là, mais silencieux. Silencieux, mais pas inactif. Le ministre de l'agriculture a passé toute une journée à discuter avec les organisations agricoles du département. Il les a même encouragées de faire comme le S.N.P.M.I. : des barrages pour bloquer les accès à Bourg-en-Bresse. Bref, M. Rocard a donné de lui-même une image qui lui convient désormais : celle d'un parfait soutien du mitterrandisme.

Entre-temps, le poids relatif de ceux qui se réclament de lui, et donc le soutien potentiel de l'appareil, s'est réduit.

Entre-temps, la « deuxième gauche » a disparu des débats, ou presque, au bénéfice d'un « mini-courant Richard », vite apparu, vite absorbé dans la synthèse générale.

Le prix de ce silence ? Une hypothétique confiance du chef de l'Etat qui permettrait à M. Rocard, le moment venu, de retrouver le soutien - décisif, on l'a vu en 1981 - d'un parti à l'intérieur duquel les appuis s'étiolent faute de combattant. D'autant que M. Mauroy lui-même affirme que, désormais, c'est M. Jospin qui « incarne l'espérance ».

Autre silencieux, M. Delors, du moins pendant le congrès. Il avait prévu de monter à la tribune au cas où M. Chevènement mettrait en cause sa politique. M. Chevènement n'a parlé que de l'administration des finances, pas du ministre. Sans doute a-t-il, accessoirement, annoncé trois millions de chômeurs ou presque, en 1986, et l'échec de la gauche à la clé. Mais M. Delors n'a retenu qu'une phrase : « Je ne redirai pas ce que j'ai dit il y a cinq mois. » L'ancien ministre d'Etat avait alors évoqué l'hypothèse d'un nouveau réajustement monétaire, une quatrième dévaluation en quelque sorte. S'il était monté à la tribune, M. Delors aurait pu dire des choses intéressantes, notamment celle-ci : qu'il se reconnaît davantage dans la « droite moderniste » du parti, dénoncée à la tribune par M. Jospin, plutôt que dans la motion du courant majoritaire auquel il appartient.

M. Delors est ainsi fait : il accepte son destin de martyr sacrifié sur l'autel de l'assainissement de l'économie. Mais il est des modesties qui en disent long sur une ambition. Celle de M. Bérégovoy est connue. Pressé par des militants de parler à son tour, le ministre des affaires

sociales et de la solidarité nationale n'a rien dit. Assuré qu'il était que la synthèse était au bout du congrès, M. Bérégovoy a préféré assister, de son banc de délégué de la Nièvre, au petit jeu des positionnements. Il y avait, dans ce domaine, l'embaras du choix des dates : 1983, 1988, voire 1995.

Si l'on s'en tient à la hiérarchie des institutions, donc des projets personnels, il y avait d'abord les « premiers ministres ». L'un des possibles, M. Mermaz, et l'un des probables, M. Fabius. M. Mermaz s'est voulu écumenique à l'intérieur du parti comme vis-à-vis de l'extérieur. M. Fabius a dit en substance : la jeunesse et la modernité (donc le socialisme), c'est moi !

A mi-chemin de l'une et l'autre perspectives (Matignon et l'Élysée), se trouvait, bien sûr, M. Chevènement, qui a envisagé, en le disant, une formule de « salut public » pendant l'actuel septennat et qui a donné, sans le dire, toutes les apparences de celui qui, redoutant l'échec de la gauche en 1986, donc en 1988, se prépare pour 1995. Sans doute M. Chevènement considère-t-il qu'il a pour lui le temps et l'histoire. Et la patience nécessaire, « qualité première » selon lui de l'homme politique.

1988 conviendrait mieux à M. Pierre Mauroy, qui, le premier, a paru vouloir préparer l'après-Mauroy. Comme disent les communistes, il est « tombé à gauche ». Ce fut d'ailleurs une belle chute bruyante, saluée ou plutôt ovationnée par les congressistes. Car cet homme que l'on disait absent existe, et, comme le dit le ministre de l'économie : « Il a du coffre ». Souvenez-vous, nous a-t-il dit, que j'ai été l'artisan du « socle du changement » et le premier premier ministre d'un gouvernement d'union de la gauche. On s'en souviendra, c'est promis.

Reste M. Jospin, qui est, comme l'a noté Alain Duhamel (1), l'héritier, et dont ce fut le premier vrai congrès. Celui qu'il a pu maîtriser. Le premier secrétaire est passé d'une légitimité transmise par M. Mitterrand à une légitimité puisée dans la confiance des militants et dans le poids acquis face aux « généraux » du P.S. M. Jospin n'a que deux handicaps : il n'a pas encore d'expérience gouvernementale et il n'est pas seul.

J.-M. C.

(1) Le Monde du 27 octobre.